

Le Canada a, de concert avec d'autres nations, recherché des moyens de rendre plus efficaces des institutions comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. De même, en 1978, reconnaissant leurs problèmes financiers croissants, le Canada a annulé la dette que lui devaient les pays les moins avancés. Depuis, l'aide canadienne à ces pays a pris la forme de dons plutôt que de prêts.

### Commerce

Les pays en développement ont plus ou moins besoin de nouvelles possibilités de vendre leurs produits à l'étranger, et les pays développés leur offrent le plus souvent les meilleurs marchés. Ces produits livrent parfois une concurrence directe à des produits des pays développés, concurrence qui mène à des mesures protectionnistes, mais les pays développés reconnaissent généralement la nécessité d'ouvrir davantage leurs marchés. Le Système généralisé de préférences (SGP) est l'un des importants mécanismes utilisés par la plupart des pays occidentaux pour réduire les droits tarifaires frappant les produits importés des pays en développement. Des négociations commerciales se tiennent également au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et la réunion ministérielle du GATT de cette année a discuté de la politique commerciale des années 80. Le Canada oeuvre au sein de ces organisations et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour encourager la communauté commerciale internationale à renforcer ce système commercial multilatéral ouvert qui sert les intérêts tant du Nord que du Sud.

### Produits de base

Les pays en développement dépendent souvent de leurs exportations de produits agricoles et de matières premières, que l'on appelle collectivement les produits de base, pour se procurer des devises. Les cours des produits de base sont soumis à de fortes fluctuations sur les marchés internationaux, ce qui rend difficile la planification des budgets de ces pays. Le Canada a contribué positivement aux négociations de la CNUCED visant la stabilisation des prix des produits de base. Le 15 janvier 1981, il a signé l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, fonds de \$ 750 millions qui contribuera à financer des accords de produit comportant des dispositions de constitution d'un stock régulateur et des mesures de développement des produits de base.

### Alimentation et agriculture

L'une des questions les plus pressantes qui confrontent le Nord et le Sud est la nécessité de réduire les pénuries alimentaires qui forcent le quart de la population mondiale à vivre dans un état de famine. Une meilleure sécurité alimentaire mondiale est nécessaire pour des raisons humanitaires et comme condition préalable à un développement économique